



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 36 – Du 23 septembre au 29 septembre 2022

## En bref

**Afghanistan** : Augmentation des échanges avec le Pakistan, et particulièrement des importations pakistanaises. L'appel d'offres du ministère des Mines et du Pétrole concernant le contrat « Fluoride Mine » est remporté par une entreprise afghane. Le Département d'Etat fournit une aide humanitaire de l'ordre de 327 M USD à l'Afghanistan.

**Bangladesh** : Baisse du taux d'intérêt sur les fonds pour le développement de l'industrie textile. La Bangladesh Bank annonce une hausse des taux directeurs de 25 points de base. L'augmentation du prix de gros du riz de 6 à 8 Tk par kilo, conséquence des restrictions d'exportation prises par l'Inde début septembre.

**Bhoutan** : La réouverture des frontières bhoutanaises alimente l'espoir d'une redynamisation de l'économie. Les réserves en roupies s'effritent nettement, s'établissant sous le seuil des 10 Mds INR.

**Inde** : **Indicateurs macro-économiques** : Creusement du déficit courant à 2,8% du PIB au T1 2022/2023. Maintien des prévisions de croissance de l'OCDE à 6,9% pour 2022/2023. Maintien des prévisions de croissance de Standard & Poor's à 7,3% pour 2022/2023. **Politique monétaire** : Relèvement de 50 points de base du taux des pensions, porté à 5,9%. Réserves de change : le Secrétaire aux Affaires Economiques, Ajay Seth les juge adéquates pour faire face à la crise. **Politique budgétaire** : Utilisation des ressources budgétaires allouées au programme de soutien à l'emploi rural de l'ordre de 72%. Prolongation du programme d'allocation à titre gracieux de graines. **Informations sectorielles** : Nouveau projet de télécommunication.

**Népal** : L'effritement de la roupie népalaise se poursuit face au dollar. Le déficit commercial recule de 9,45% entre mi-août et mi-septembre en glissement annuel.

**Pakistan** : Que signifie la nomination prochaine de M. Ishaq Dard au poste de ministre des Finances et quel pourrait être son programme économique ? La Banque mondiale va annoncer 2,2 Mds USD d'aide d'urgence au Pakistan pendant les Assemblées annuelles d'automne. La banque HBL est accusée d'avoir été un canal de financement d'opérations terroristes menées par Al Qaida en Afghanistan qui ont fait 370 morts entre 2010 et 2019. Nouveaux éléments provisoires sur les effets économiques des inondations. Forte baisse des IDE au premier trimestre de l'exercice budgétaire 2022/2023.

**Sri Lanka** : Lancement des discussions sur la restructuration de la dette. Projections économiques du gouvernement sri-lankais. Tournée diplomatique du Président Ranil Wickremesinghe en Asie.



## Afghanistan

### Augmentation des échanges avec le Pakistan, et particulièrement des importations pakistanaïses

Le commerce entre l'Afghanistan et le Pakistan, partenaires commerciaux de longue date, demeure dynamique, même après la prise de pouvoir par les Talibans en août 2021. Par ailleurs, les performances à l'exportation du Pakistan vers l'Afghanistan sont notoires et enregistrent une hausse significative de 92% en août 2022 (en g.a) avec un montant de l'ordre de 95,5 M USD contre 49,86 M USD l'année précédente. La levée des restrictions douanières, l'assouplissement de l'octroi des visas pour les exportateurs et le regain de la coopération bilatérale ont exercé une réelle incidence positive sur les échanges entre les deux pays. Il est indéniable que les restrictions à l'importation sur les marchandises, et notamment les fruits, pèsent toujours considérablement sur les exportateurs afghans. La chambre de commerce de l'Agriculture et de l'Élevage afghane dénonce l'irrationalité de cette décision compte tenu des récentes inondations touchant massivement le secteur agricole pakistanais.

### L'appel d'offres du ministère des Mines et du Pétrole concernant le contrat « Fluoride Mine » est remporté par une entreprise afghane

Le ministère des Mines et du Pétrole a lancé un appel d'offres à destination des entreprises domestiques et étrangères au regard du contrat « Fluoride Mine ». L'appel d'offres a comptabilisé 49 participants, entreprises locales et étrangères confondues. En effet, le ministère promettait un abaissement des taxes afin d'attirer d'éventuels contracteurs étrangers, notamment des investisseurs turcs. Finalement, l'entreprise gagnante est une entreprise afghane mettant au cœur de ses priorités la création d'emploi grâce à l'exploitation de la mine.

### Le Département d'Etat fournit une aide humanitaire de l'ordre de 327 M USD à l'Afghanistan

Depuis la prise du pouvoir des Talibans en août 2021, le Département exécutif fédéral des Etats-Unis a fourni une aide totale à l'Afghanistan de l'ordre de 1,1 Md USD, et ce en comptabilisant le dernier financement de 327 M USD. En dépit des aides humanitaires octroyées à l'Afghanistan, la Russie a réclamé, pendant la 77<sup>ème</sup> assemblée générale des Nations Unis s'étant tenue le 13 septembre dernier, un transfert des actifs gelés à l'Afghanistan, compte tenu de la dégradation avancée de l'économie du pays. Pour rappel, le Pakistan avait également prôné le retour des réserves de change au pays, ce qui est en ligne avec ses intérêts commerciaux avec l'Afghanistan.



## Bangladesh

### Baisse du taux d'intérêt sur le fonds pour le développement de l'industrie textile

La Banque centrale, la Bangladesh Bank, annonce la baisse du taux d'intérêt sur le fonds pour le développement de l'industrie textile de 7% à 5%. Cette baisse intervient dans le contexte d'un programme de soutien pour l'industrie textile réunissant les acteurs multilatéraux et bilatéraux, notamment l'Agence Française de Développement comme principal contributeur. Cet encouragement tarifaire et le programme en cours interviennent afin de stimuler l'accroissement du secteur textile, principale source d'exportation pour le pays. A ce jour, 17 entreprises de textiles ont pu en bénéficier.

### La Bangladesh Bank annonce une troisième hausse des taux directeurs, de 25 points de base

Dans le sillage des resserrements intervenus le 29 mai et en juin, la Banque centrale a pris la décision de rehausser à nouveau son taux directeur de 25 points de base, en le portant à 5,75%. Cette hausse survient en lien avec les dérives inflationnistes et le contexte de la guerre

Russie-Ukraine perturbant les chaînes d'approvisionnement mondiales.

L'augmentation du prix de gros du riz de 6 à 8 Tk le kilo, conséquence des restrictions d'exportation prises par l'Inde début septembre

Le prix du riz continue de flamber sur les marchés de gros en lien avec les mesures d'austérité adoptées par le voisin indien. En réponse, le gouvernement du Bangladesh a engagé diverses initiatives d'atténuation afin d'éviter un accroissement trop important du prix des denrées, comme par exemple la suppression de la taxe d'importation sur le riz (préalablement de 25%). Le président de l'association des consommateurs au Bangladesh déclare tout de même que ces mesures bénéficient aux importateurs, au vu de la hausse observée persistante des prix sur le marché intérieur du Bangladesh, le prix du sac de riz passant de 100 à 150 Tk.

## Bhoutan

La réouverture des frontières bhoutanaises alimente l'espoir d'une redynamisation de l'économie

La réouverture des frontières bhoutanaises, officielle depuis le vendredi 23 septembre, constitue un facteur déterminant de relance de l'économie du Bhoutan pour la deuxième moitié de l'année 2022. Les secteurs du commerce, du tourisme et des services devraient, d'après les autorités bhoutanaises, retrouver un regain de dynamisme sur l'exercice en cours. Par ailleurs, l'entrée sur le territoire de nouveaux travailleurs, qualifiés comme non-qualifiés, permettra d'alléger la pénurie de main d'œuvre affectant l'économie intérieure du Bhoutan.

Les réserves en roupies s'effritent nettement, s'établissant sous le seuil des 10 Mds INR

Selon les chiffres de la Banque centrale du Bhoutan, les réserves en roupies auraient chuté de 50% entre mars, début de l'exercice budgétaire, et juin dernier, passant de 20,4 Mds

INR à 9,68 Mds INR, en-deçà du seuil légal et ne pouvant désormais couvrir que 1,4 mois d'importation. Cet effritement des réserves en roupies provient d'échanges prédominants avec l'Inde, et la hausse des importations. Du premier trimestre de l'exercice fiscal au deuxième trimestre, les importations ont augmenté de 196 M USD creusant par ailleurs le déficit commercial bilatéral avec l'Inde à 147 M USD.

## Inde

### Indicateurs macro-économiques

Creusement du déficit courant à 2,8% du PIB au T1 2022/2023

Le déficit courant s'est creusé au T1 2022/2023, passant de 13,4 Mds USD (1,5% du PIB) au trimestre précédent (janvier-mars 2022) à 23,9 Mds USD, soit 2,8% du PIB. Cette évolution est imputable à la détérioration de la balance commerciale, déficitaire de 68,6 Mds USD, contre -30,7 Mds USD sur la période correspondante de 2021 et au règlement net des revenus d'investissement à des entités non-résidentes, passés de 7,5 Mds USD à 9,3 Mds USD. Les transferts privés, liés principalement aux opérations de migrants installés à l'étranger ont augmenté de 22,6% par rapport au premier trimestre 2021/2022 pour s'inscrire à 25,6 Mds USD.

Les opérations d'IDE ont donné lieu à des entrées nettes en légère hausse sur le premier trimestre de l'exercice en cours (13,6 Mds USD contre 11,6 Mds USD un an auparavant), contrebalancées par des sorties nettes au titre des investissements de portefeuille, de 14,6 Mds USD alors que cette rubrique enregistrait des entrées nettes de 400 M USD un an auparavant.

Maintien des prévisions de croissance de l'OCDE à 6,9% sur 2022/2023

Malgré la publication d'une croissance du PIB au T1 2022/2023 inférieure aux prévisions et l'assombrissement de la conjoncture

internationale, l'OCDE n'a pas modifié ses projections de croissance pour l'exercice en cours, soit 6,9%. Ces projections restent inférieures à celles de la RBI, qui estime que la croissance devrait s'inscrire à 7,2% sur l'exercice en cours, et à celles du Ministère des Finances, qui les estime dans une fourchette comprise entre 8,0% et 8,5%. En revanche, sur l'exercice 2023/2024, l'OCDE prévoit un net infléchissement du taux de croissance indien, ramené de 6,2% à 5,7%. Les raisons qui sous-tendent cette révision des prévisions établies au printemps dernier tiennent à l'incidence de la demande externe sur la croissance de l'économie indienne. Cette analyse est étayée par la ventilation des différents composants de la croissance, les exportations nettes ayant contribué négativement à celle-ci, alors que les composantes de la demande interne ont contribué positivement.

S'agissant de l'inflation, elle devrait s'inscrire au-dessus de la cible de la Banque centrale indienne, tout comme en Indonésie, mais le resserrement monétaire à l'œuvre et le fléchissement de la demande externe devraient favoriser un retour de l'inflation à un niveau proche de la cible d'inflation des deux banques centrales à la fin 2023.

#### Maintien des prévisions de croissance de Standard & Poor's à 7,3%

L'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a maintenu sa précédente estimation de la croissance du PIB en volume de l'Inde, à 7,3% sur l'exercice 2022/2023, tout en mettant en exergue le fait que l'inflation serait susceptible de dépasser la fourchette haute de la cible d'inflation de 6%, à quelque 6,8% en 2022/2023. Sur l'exercice 2023/2024, l'agence a indiqué qu'elle prévoyait une progression de l'économie indienne de 6,5%, tout en assortissant sa prévision de biais à la baisse. On notera à ce stade que les prévisions de l'agence s'inscrivent au-dessus du consensus des économistes, également au-dessus de celles de Fitch, établies à 7% et de celles de la Banque centrale indienne, fixées à 7,2% en début d'année. Il conviendra de voir si la RBI ne modifie pas ses prévisions de croissance à l'issue du Comité de Politique

monétaire de fin septembre dont les conclusions seront connues le 30 septembre. Toutefois, les prévisions de S&P s'inscrivent nettement en-deçà de celles de Moody's, qui a révisé de 8,8% à 7,7% ses estimations de croissance dans le sillage de la publication des chiffres du T1 2022/2023.

#### Politique monétaire

##### Relèvement de 50 points de base du taux des pensions, porté à 5,9%

Dans un contexte de fortes tensions sur le taux de change et d'une inflation susceptible de se maintenir au-dessus de la cible pour le troisième trimestre de suite, le Conseil de Politique Monétaire (MPC) de la RBI a relevé de 50 points de base son taux des pensions, le portant à 5,9%. Le MPC a notamment mis en exergue les risques haussiers pesant sur l'inflation, résultant notamment de la hausse des prix des produits alimentaires et l'incidence que cette dernière pouvait avoir sur les anticipations d'inflation. Sur les six membres du MPC, cinq se sont prononcés en faveur d'un relèvement de 50 points de base, l'un des membres optant pour une hausse de 35 points de base.

Le MPC considère toutefois que les conditions financières demeurent accommodantes, en raison d'une inflation élevée, d'une liquidité abondante et d'un niveau du taux des pensions inférieur à celui auquel il se situait mi-2019. Pour mémoire, les taux réels, corrigés non des anticipations d'inflation mais de l'inflation effective sont encore négatifs, ce qui étaye en partie la poursuite du caractère accommodant de la politique monétaire.

Il est toutefois probable que la RBI se rapproche du terme de son cycle de hausse des taux, en raison de l'objectif de croissance qui est l'une de ses priorités. La RBI a ramené ses prévisions de croissance de 7,2% à 7,0% pour l'exercice.

#### Réserves de change : le Secrétaire aux Affaires Économiques, Ajay Seth les juge adéquates pour faire face à la crise

Le Secrétaire aux Affaires Économiques du Ministère des Finances, M. Seth, dont la fonction se rapproche de celle du Directeur général du

Trésor, a balayé les objections afférentes à la diminution rapide des réserves de change, qui restent effectivement élevées, à 545 Mds USD le 16 septembre. M. Seth a ainsi indiqué que les réserves, bien qu'ayant reculé de 90 Mds USD par rapport au début de l'année, assurent la couverture de 8-9 mois d'importations, contre moins de 7 mois lors du resserrement monétaire américain de 2013. M. Seth, Chef du Département des Affaires Economiques, en charge notamment du cadrage macroéconomique du budget, a indiqué que le solde budgétaire effectif de l'Union indienne serait conforme aux prévisions, soit 6,4% à la fin de l'exercice, le Gouvernement ayant pour objectif de ramener ce solde de l'Etat central de 6,7% en 2021/2022 à 4,5% en 2025/2026. Il a également souligné que le programme d'investissements en infrastructure était bien enclenché, notamment parce que l'allocation de 1000 Mds INR aux Etats fédérés accordée à taux nul et remboursable sur cinquante ans serait mobilisée par ceux-ci. Il conviendra de voir dans quelle mesure le calendrier des émissions, qui sera publié le 1<sup>er</sup> octobre pourra être financé sans à-coup. Enfin, M. Seth a annoncé l'émission à venir de l'emprunt vert, dont le montant devrait être précisé lors de la présentation du calendrier. Le marché prévoit une émission de l'ordre de 200-350 Mds INR (2,5 Mds USD-4,5 Mds USD).

### Politique budgétaire

Utilisation des ressources budgétaires allouées au programme de soutien à l'emploi rural de l'ordre de 72%

A quelques encablures de la fin du premier semestre budgétaire, les ressources allouées au programme de soutien à l'emploi rural (MGNREGS) ont été utilisées à hauteur de 72% ; au cours des deux dernières années, l'épuisement de l'enveloppe au terme du premier semestre l'avait été à hauteur de 80-85%, imposant à l'Etat central de mobiliser une rallonge en cours d'année. Pour mémoire, le MGNREGS est un dispositif permettant aux ménages vivant dans des zones rurales d'offrir leurs services en vue d'un emploi manuel non qualifié pendant cent jours au moins, durant

lesquels ils bénéficient d'une rémunération. Malgré l'amélioration de la conjoncture, qui explique que seulement 48 millions de foyers aient eu recours au programme en 2022/2023, contre 72 M lors du dernier exercice (65 M de personnes contre 106 M en 2021/2022), l'enveloppe budgétaire de 730 Mds INR (9 Mds USD) a été mobilisée à hauteur de 525 Mds INR (USD). Il conviendra de voir, dans la perspective des prochaines élections dans nombre d'Etats fédérés en 2023 si l'Etat fédéral abonde la ligne.

### Prolongation du programme d'allocation à titre gracieux de graines

Le programme instauré en avril 2020 lors de la première phase du Covid et visant à accorder gratuitement aux populations défavorisées 5 kg de graines par mois sera reconduit pour la septième fois le 1<sup>er</sup> octobre 2022 pour une durée de trois mois, jusqu'à la fin de l'année civile. L'effort budgétaire additionnel consenti se monte à 450 Mds INR, soit 5 Mds USD. L'enveloppe totale allouée depuis la mise en œuvre du projet en avril 2020 à se sera ainsi élevée à quelque 4000 Mds INR (50 Mds USD). Dans le cadre de ce programme visant à accorder 5 kg de graines (principalement des céréales), à titre gratuit, 800 millions d'Indiens sont éligibles. On notera qu'en moyenne, l'enveloppe allouée, de 150 Mds INR (2 Mds USD) par mois sur les trois prochains mois, est proche de celle de 140 Mds INR mensuels allouée au cours des vingt-cinq derniers mois, les phases I et II s'étant déroulées d'avril 2020 à novembre 2020, les phases III à V s'étant déroulées de mai 2021 à mars 2022, avant d'être prolongée par la phase VI, qui échée le 30 septembre 2022.

### Informations sectorielles

#### Secteur numérique

##### Nouveau projet de télécommunication

L'Inde a proposé un nouveau projet de loi sur les télécommunications qui vise à faire respecter les exigences en matière de licence pour les services de communication interne tels que Zoom et WhatsApp.

## Népal

L'effritement de la roupie népalaise se poursuit face au dollar

Le cours du dollar s'apprécie en atteignant un niveau record de 131,4 roupies népalaises ce jeudi. La dépréciation de la roupie népalaise intervient dans un contexte de forte demande de dollars sur les marchés internationaux consécutif à un rehaussement des taux directeurs par la FED. Il convient de noter que la roupie népalaise est indexée sur la roupie indienne, devise s'étant elle aussi dépréciée face au dollar ces deux dernières semaines. Cette nouvelle n'est pas sans conséquence pour l'économie népalaise, susceptible de pâtir des incidences négatives de la hausse des pressions inflationnistes, des importations incompressibles et de la dette extérieure.

Le déficit commercial enregistre un recul de 9,45% en glissement annuel entre mi-août et mi-septembre

Selon les statistiques publiées par le Département des douanes (DoC), le déficit commercial s'est amélioré de 9,45% en glissement annuel (en passant de 270,48 Mds NPR sur la même période de l'année dernière à 244,9 Mds NPR actuellement). Les mesures de restriction aux importations prises par le gouvernement sur les produits de luxe et les produits non-essentiels ont participé de cette amélioration. En effet, les importations ont baissé de 13,5%, passant de 314 Mds NPR à 273 Mds NPR sur la période sous revue, permettant de contrebalancer ainsi la hausse significative du coût des importations incompressibles. En parallèle, toujours sur la période de mi-août à mi-septembre, les exportations chutent également de 34 % (44 Mds NPR à 28,7 Mds NPR). Cette détérioration est imputable à la nature des exportations qui se composent principalement de produits finis, dépendant d'intrants et de matières premières importées.

## Pakistan

Que signifie la nomination prochaine de M. Ishaq Dard au poste de ministre des Finances et quel pourrait être son programme économique ?

Nawaz Sharif qui dirige le PML-N depuis Londres et son frère, le Premier ministre Shehbaz Sharif, ont demandé la démission d'Ismaël Miftah pour le remplacer par Ishaq Dard.

Pour l'entourage de Nawaz Sharif, M. Ismaël Miftah, ancien économiste du FMI, n'aurait pas suffisamment résisté aux recommandations de rigueur budgétaire et au dé-subventionnement total de l'énergie préconisés par le FMI lors des débats sur la loi de Finances et aurait échoué dans sa lutte contre l'inflation (qui devrait atteindre les 29% en septembre). De son côté, M. Ishaq Dard a annoncé que la situation actuelle était le résultat de la politique de l'ancien Premier ministre Imran Khan, qu'il avait l'intention de ramener la parité entre la PKR et le USD à un niveau acceptable et qu'il entendait faire sortir le pays de « la déroute économique ».

Les experts sont unanimes pour considérer que le rétablissement d'une parité acceptable est (i) un objectif très difficile à atteindre pour le Pakistan dans le contexte de la politique de remontée des taux conduite par la FED et (ii) que les instruments de la lutte contre l'inflation n'étaient plus dans les mains du ministre des Finances (la Banque centrale est indépendante depuis le 1er mars 2022) (iii) et que, même si elles l'étaient, les faibles réserves de change de la Banque centrale (8,7 Mds USD) ne suffiraient pas au redressement de la PKR. On notera toutefois que les opérateurs du marché des changes ont réagi favorablement à l'annonce de l'arrivée du nouveau ministre des Finances avec une amélioration de la parité entre le PKR et l'USD (à 229,63 PKR pour 1 USD le 29/09/2022 contre 238,5 PKR pour 1 USD le 22/09/2022).

Enfin, la presse considère que la nomination prochaine de Ishaq Dard signifie que le PML-N, le parti dominant de la coalition au pouvoir depuis avril, se met en ordre de bataille pour les élections qui auront lieu, au plus tard, dans 11 mois.

### La Banque mondiale va annoncer 2,2 Mds USD d'aide d'urgence au Pakistan pendant les Assemblées annuelles d'automne

La Banque mondiale (BM) a décaissé 350 M USD sur ses fonds propres. 800 M USD seront engagés au début du mois d'octobre (il s'agit d'opérations déjà autorisées par le Conseil d'Administration de la Banque réaffectées vers l'aide d'urgence). Son directeur-pays Pakistan a indiqué que la Banque allait soumettre au conseil d'administration des projets de reconstruction pour une enveloppe de 1,05 Md USD, dont deux nouveaux projets centrés sur le Sindh (reconstruction d'infrastructures endommagées par les inondations, comprenant des routes, des écoles, des habitations et des centres médicaux) ainsi qu'un projet agricole. Au total, le montant total des engagements de la Banque sur le Pakistan pour la session d'automne pourrait porter sur 2,2 Mds USD.

### La banque HBL est accusée d'avoir été un canal de financement d'opérations terroristes menées par Al Qaida en Afghanistan qui ont fait 370 morts entre 2010 et 2019

Selon l'ordonnance d'un tribunal de district de New York rendue le 28 septembre, la Habib Bank Ltd (HBL), première banque du pays, s'est rendue coupable d'assistance substantielle à des actes de terrorisme perpétrés avec Al Qaida, parfois en collaboration avec un ou plusieurs autres groupes, notamment : Lashkar-e-Taiba, Jaish-e-Mohammad, les talibans afghans, y compris le réseau Haqqani, et les Tehreek-e-Taliban Pakistan.

Le juge en charge de l'affaire a déclaré que la HBL avait sciemment effectué des transactions avec des personnalités clairement identifiées comme terroristes en falsifiant leurs profils, mais elle considère que la responsabilité de la HBL n'est que secondaire

### Nouveaux éléments provisoires sur les effets économiques des inondations

La presse a rendu public l'exposé de l'économiste en chef de la Commission du Plan concernant le planning :

- La production agricole en 2022/2023 devrait se situer entre - 14 et - 15,4 % par rapport à l'année 2021/2022.
- La croissance industrielle pour l'exercice 2023 devrait se situer entre 1,9 à 2,5 % par rapport à l'objectif de 5,9 % qui avait été consigné dans la Loi de Finance pour l'année en cours.
- La croissance du commerce de gros et de détail sera pénalisée sera située autour de 3% contre l'objectif de 6,5%.
- La croissance du secteur des transports devrait croître de 3% contre l'objectif de 4,5% en raison de la détérioration des routes et du réseau ferroviaire.

On rappellera que le PNUD, la Banque Mondiale et la BAsD devraient présenter un rapport définitif sur l'ampleur des dégâts et les effets économiques des inondations catastrophiques au plus tard pendant la 3ème semaine d'octobre.

### Forte baisse des IDE au premier trimestre de l'exercice budgétaire 2022/2023

Le flux net d'investissements directs étrangers au Pakistan est tombé à 144,4 M USD en juillet-août de l'exercice budgétaire 2022/2023, contre 1,19 Md USD au cours de la même période, soit une baisse de 1,046 Md USD.

Si au cours de la période considérée, les flux d'investissements chinois au Pakistan ont diminué par rapport à l'année précédente, la Chine reste cependant en tête des investisseurs étrangers (32,7 M USD au cours des deux premiers mois de l'exercice budgétaire 2022-2023), suivie par les Émirats arabes unis (25,5 M USD et la Suisse (23,3 M USD).

## Sri Lanka

### Lancement des discussions sur la restructuration de la dette

Le 22 septembre, le Président de la République sri-lankaise, M. Ranil Wickremesinghe, a reçu les ambassadeurs des pays créanciers de Sri Lanka.

Le lendemain, le secrétaire du ministère des Finances et le gouverneur de la Banque centrale ont rencontré via téléconférence et en présence de leurs conseils, la banque Lazard et le cabinet Clifford Chance, les créanciers privés. L'objectif de ces rencontres était de présenter la stratégie des autorités sri-lankaises concernant le rétablissement de la stabilité économique et la restructuration de la dette. Pour parvenir à un accord avec le FMI, ce dernier doit recevoir de la part de créanciers publics des assurances qu'ils sont prêts à restructurer leurs créances conformément aux stipulations du Fonds. Afin d'assurer une meilleure coordination et une plus grande transparence dans les négociations, le Sri Lanka a proposé aux créanciers publics de créer une plateforme commune de coordination. Au cours de ces réunions, les autorités sri-lankaises ont communiqué des informations actualisées au 30 juin 2022 sur la dette publique (qui comprend la dette du gouvernement, la dette des entreprises publiques et le passif de la Banque centrale). Celle-ci représente 122% du PIB, la dette extérieure et la dette intérieure représentant respectivement 65% et 47% du PIB. La dette extérieure est détenue en majorité par des investisseurs privés à hauteur de 19,2 Mds USD, dont 67% sous forme d'obligations internationales. La dette détenue par les créanciers officiels bilatéraux s'élève à 13,8 Mds USD. Les quatre premiers créanciers officiels bilatéraux sont la Chine (52% de la dette bilatérale), le Japon (19,5%), l'Inde (12%) et la France (2,9%). Les pays du Club de Paris représentent 34% de la dette bilatérale.

#### Projections économiques du gouvernement sri-lankais

Selon les autorités sri-lankaises, dans le cadre du programme FMI, le PIB devrait se contracter de 8,7% en 2022, de 3% en 2023 puis augmenter de 1,5% en 2024. Le déficit budgétaire primaire devrait s'établir à 4% en 2022 et à 0,7% en 2023. L'objectif des autorités sri-lankaises est de dégager un excédent primaire de 0,8% du PIB en 2024. Pour y parvenir, le budget 2023 qui sera présenté début novembre devrait contenir plusieurs mesures fiscales en complément de

celles déjà annoncées dans le cadre du budget rectificatif 2022 (notamment une augmentation du taux de la TVA de 12 à 15% et une baisse du seuil d'éligibilité). Le gouvernement table sur un taux d'inflation moyen de 48,2% en 2022, puis de 29,5% en 2023 et de 6% en 2024.

#### Tournée diplomatique du Président Ranil Wickremesinghe en Asie

Le Président sri-lankais a entrepris un déplacement en Asie afin d'obtenir le soutien de ses partenaires asiatiques face à la crise que traverse le pays. Le 27 septembre, il s'est rendu à Singapour où il a rencontré le Premier ministre singapourien, Lee Hsein Loong. Les investissements singapouriens à Sri Lanka (Singapour est le 1er investisseur étranger à Sri Lanka avec notamment une forte présence dans l'immobilier) et l'approfondissement de l'accord de libre-échange entré en vigueur le 1er mai 2018 figuraient au menu des discussions. Ensuite, Ranil Wickremesinghe s'est rendu au Japon pour assister aux funérailles de Shinzo Abe. Il a rencontré à cette occasion le Premier Ministre, Fumio Kishida et le Ministre des affaires étrangères, Yoshimasa Hayashi. L'objectif de ces rencontres était d'obtenir le soutien financier du Japon. Les autorités japonaises ont annoncé qu'elles soutiendraient le Sri Lanka au sein du FMI et qu'elles souhaitaient jouer un rôle important dans le cadre des négociations sur la restructuration de la dette extérieure. Ranil Wickremesinghe a évoqué la possibilité de relancer plusieurs projets d'infrastructures japonais qui avaient été annulés par son prédécesseur (terminal portuaire à Colombo et métro léger). Enfin, le Président sri-lankais participera à la 55ème assemblée annuelle de la Banque Asiatique de Développement (26-30 septembre) qui se tient à Manille. Pour mémoire, la BASD est l'un des premiers bailleurs de fonds multilatéral de Sri Lanka. En septembre, elle a accordé un prêt de 200 M USD pour aider le Sri Lanka à faire face à la crise alimentaire et sociale. Elle prépare un prêt budgétaire en appui aux réformes structurelles qui pourrait être annoncé après la validation du programme FMI.

## Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B-	Négative	B-	Négative	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Ca	Stable	CC	Négative	RD	-	D	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Responsable de la publication :** Service économique régional de New Delhi  
Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

**Pour s'abonner :** [david.karmouni@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtresor.gouv.fr)

**Crédits photo :** © DG Trésor